

2<sup>ème</sup> édition du FSN  
du 03 au 06  
Novembre 2006  
à Niamey

le J F



journal du Forum Social Nigérien

Quotidien gratuit N°00 du 04 novembre 2006

# Un autre Niger est possible



Une vue des participants aux forum

C'est la véracité de cette assertion que vont chercher à démontrer les organisations de la société civile et du mouvement social nigérien engagés dans la dynamique de cette 2<sup>e</sup> édition du Forum social nigérien (Fsn), qui s'ouvre officiellement ce vendredi 3 novembre 2006, à Niamey.

Étalée sur 3 jours, cette rencontre qui se veut un cadre d'échanges et de réflexions sur les alternatives aux politiques néolibérales dévastatrices mises en œuvre dans nos pays, s'inscrit dans un cadre plus vaste, à savoir le mouvement altermondialiste qui gagne de plus en plus de terrain sur tous les continents.

Face aux injustices sociales multiformes engendrées par

les politiques néolibérales, un peu partout dans le monde, les acteurs sociaux se mobilisent pour réfléchir à des alternatives susceptibles d'améliorer le sort des populations démunies qui sont du reste les principales victimes de ces politiques. Au Niger, dernier pays de la planète du point de vue de l'indice du développement humain, la mise en œuvre des politiques néolibérales se traduit notamment par le retrait progressif de l'Etat de tous les secteurs sociaux : qu'il s'agisse de l'accès à l'eau potable, à l'éducation ou à la santé, tous ces domaines sont devenus aujourd'hui marchands, dans un contexte où plus de la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour.

Outre cette injustice, on peut également citer le chômage massif qui affecte les jeunes aussi bien dans les centres urbains que dans les campagnes.

Dans le même temps, les maigres ressources financières collectées auprès des contribuables sont systématiquement dilapidées par une poignée de politiciens et de commerçants véreux qui gravitent autour du pouvoir. Sous le couvert d'une démocratie dévoyée.

À l'évidence, ce mode de gouvernance qui engendre une paupérisation de plus en plus croissante des masses laborieuses ne saurait faire le bonheur des Nigériens. Il faut réfléchir à d'autres alternatives, d'autres modèles de ges-

tion de la cité, qui mettent davantage l'accent sur le social, en plaçant l'homme au centre du développement mais non le profit.

Et c'est à cet exercice que vont se livrer les participants à cette 2<sup>e</sup> édition du FSN, à travers notamment les ateliers, les séminaires, les conférences..., qui vont ponctuer nos 3 jours de travaux. Créé pour accompagner le mouvement, le Journal du forum va essayer de donner une plus grande visibilité aux résultats de ces travaux. En tant que participants au FSN, ce journal est donc le vôtre. Vous pouvez l'enrichir avec vos contributions qui sont vivement attendues.

Ousseini Issa



## Quelles sont vos attentes par rapport à la 2<sup>e</sup> édition du Forum social nigérien ?

### Claude Quemar, secrétaire général du comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde (CADTM-France)

Nos attentes, c'est d'abord de pouvoir aider dans le cadre de ce forum, nos amis du réseau national dette et développement (RNDD) sur les analyses que nous faisons de la situation de la dette, en particulier des pays du sud avec l'initiative PPTE depuis quelques années et avec celle de Gleneagles depuis 2005. Dire tout le mal que nous pensons de ces fausses initiatives qui ne règlent absolument pas les problèmes de l'endettement des pays du Sud mais qui permettent au contraire de maintenir ce cercle vicieux de l'endettement pour garder la domination par les pays du Nord et des transnationales sur les richesses des pays du Sud au lieu que celles-ci servent à satisfaire les besoins des populations de ces pays du Sud.

La deuxième attente, c'est aussi d'avoir plus d'information, de comprendre, d'analyser ce qui se passe ici. Nous ne venons pas apporter des choses que nous, nous ne saurions et que nous devrions apporter aux populations du Sud.

J'ai déjà participé l'année passée, ici même, à la première édition de la caravane des alternatives sociales. Juste après ce forum, nous partirons à Agadez et Arlit pour la deuxième édition de la caravane. Au travers de toutes ces rencontres, nous avons pu voir comment la société civile nigérienne se mobilise pour dire qu'il faut satisfaire les besoins de nourriture, de santé, d'eau potable, de logement, d'éducation des populations et dénoncer les politiques néolibérales imposées par le FMI et la Banque Mondiale. Ces mobilisations sociales sont des choses importantes pour nous qui venons ici. Nous essayons de les comprendre, de les analyser et les faire savoir à l'extérieur. Dire que même dans le pays le plus pauvre de la planète, il y'a des mouvements sociaux qui se battent.

### Ibrahim Agack, administrateur à l'Ecole nationale d'administration (ENA)

Ce forum social nigérien est inspiré du modèle du forum social mondial où on voit généralement un groupe de gens protester contre les modes de gouvernance à l'échelle du pays, de la région ou à l'échelle planétaire. Je n'ai jamais porté une attention à ce type de rencontres. Je vois simplement à la télévision comment ces gens là sont réprimés par les forces de l'ordre. Si ce modèle est transposé au Niger, il ne faut pas s'étonner qu'il ne soit réprimé. Je suis d'accord que l'on proteste face à des inégalités sociales. Mais il faut surtout faire des propositions de solution aux problèmes que nous vivons. Ce qui est inadmissible à mes yeux, c'est cette démarche à vouloir présenter coûte que coûte à l'extérieur, une image négative de notre pays. Entre nigériens, nous pouvons régler nos problèmes car comme on dit, "le linge sale se lave en famille".

### Daouda Amadou, président de l'association nigérienne d'appui au développement

Nous avons beaucoup d'attentes par rapport à ce forum. Je constate que la société civile nigérienne s'éveille en cette ère de mondialisation. Ce qui est très important. L'Etat doit prendre en compte les légitimes aspirations des populations et de la société civile qui sont exprimées lors des rencontres comme les forums sociaux. Nous nigériens, nous devons aussi changer nos mentalités, notre vision des problèmes qui se posent à nous et au monde en général pour que nous puissions trouver ensemble des alternatives à tout ce qui nous maintient dans la pauvreté et sous les fourches caudines des politiques néolibérales imposée à nos pays par les Institutions financières internationales.

En tant que jeune, je suis préoccupé par l'ampleur que prend le chômage des jeunes dans mon pays. C'est une situation qui doit tous nous interpeller. Et certainement le forum social se penchera sur la question. Nous attendons que des résolutions et des recommandations soient prises en vue d'amener nos dirigeants à faire du chômage des jeunes une préoccupation nationale.



Propos recueillis par Albert Chaibou

## Réactions après l'interdiction du FSN

Je trouve que la décision du gouvernement d'interdire le FSN était très mal inspirée et constitue une mauvaise publicité pour le pays. Au moment où les forums sociaux sont en train de se généraliser à travers le monde, les autorités nigériennes ont dévoilé à la face du monde leur aversion du débat contradictoire et de la pluralité des opinions. Le principal enseignement qu'on peut tirer est que les dirigeants ne tolèrent pas ceux qui sont contre la politique du gouvernement. Ce qui est un signe patent d'autoritarisme et de pensée unique.

Saidou Arji, NAFEO Accra

Je suis venu à Niamey, en partance du Canada, dans l'intention de participer au deuxième Forum Social du Niger. Malheureusement, j'apprenais à mon arrivée que le FSN était frappé d'un interdit par le Gouvernement au pouvoir qui voyait, à travers cette université populaire, un mouvement insurrectionnel. Cette situation particulière et le temps requis par le Conseil Economique, Social et Culturel d'organiser la médiation entre les parties qui ont conduit au report du FSN initialement prévu du 27 au 30 octobre 2006. Les nouvelles dates retenues, du 3 au 6 novembre font qu'il m'est impossible d'assister à l'événement. Je trouve dommage que le pouvoir en place voit dans ce genre de rencontres une menace à son encontre, alors qu'il est du droit de la force citoyenne de s'exprimer sur les principaux enjeux sociaux. C'est la pratique même d'une saine démocratie que la société, à tous les niveaux qui la composent, puisse formuler des propositions alternatives pour explorer les voies à suivre pour que le pays ait un avenir meilleur. Un pays ne peut se construire sans l'apport des populations qui le compose, et interdire la voie à ces populations est une entrave à la liberté des peuples. Que le FSN puisse se tenir et quand même une source d'espoir et de reconnaissance de la parole des peuples.

Je quitte quand même avec satisfaction, sachant que les débats seront fructueux. Mon seul espoir est que le pouvoir en place considère la voie du peuple comme un apport important pour l'élévation de la société.

Francois Coulombe, Alternatives - Montréal

## L'énigme du Programme Bonne Gouvernance

Le Programme Bonne Gouvernance est une structure mise en place par le Programme des Nations pour le Développement (PNUD) dans le cadre de la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance. Il est dirigé par M Nassirou Sabo, ancien ministre des affaires étrangères à la première mandature de Tandja. Le moins qu'on puisse dire, l'attitude du Programme Bonne Gouvernance au Niger est on ne peut plus énigmatique. En effet, en juillet 2006, ledit programme avait réuni de sa propre initiative les organisations de la société civile afin de lui proposer des activités car il disposerait des fonds pour leur financement. C'est ainsi que deux propositions ont été formulées par la société civile à savoir : un forum social de la société civile et un forum sur la diaspora nigérienne et le NEPAD. Finalement, c'était l'idée du forum social de la société civile qui a été retenue en ce sens qu'avec la tenue de la première édition du forum social du Niger, un cadre existe déjà comme acquis. Pour ce faire, un dossier a été élaboré en bonne et due forme, pour les modalités de financement par le Programme bonne gouvernance. Ce dernier s'est engagé à participer initialement à hauteur de 12 millions puis à 8 millions ensuite à 4 millions pour enfin de compte signifier à la coordination du forum social sa décision de ne rien verser. Les organisateurs du FSN se posent des questions sur les raisons d'un tel revirement à la veille de l'événement. Est-ce que cette attitude participe de la kyrielle d'obstacles posés par le gouvernement pour empêcher la tenue de ce forum ? Comme disent les anglais, "one can never knows".

EMS



## Point de presse du coordonnateur du FSN

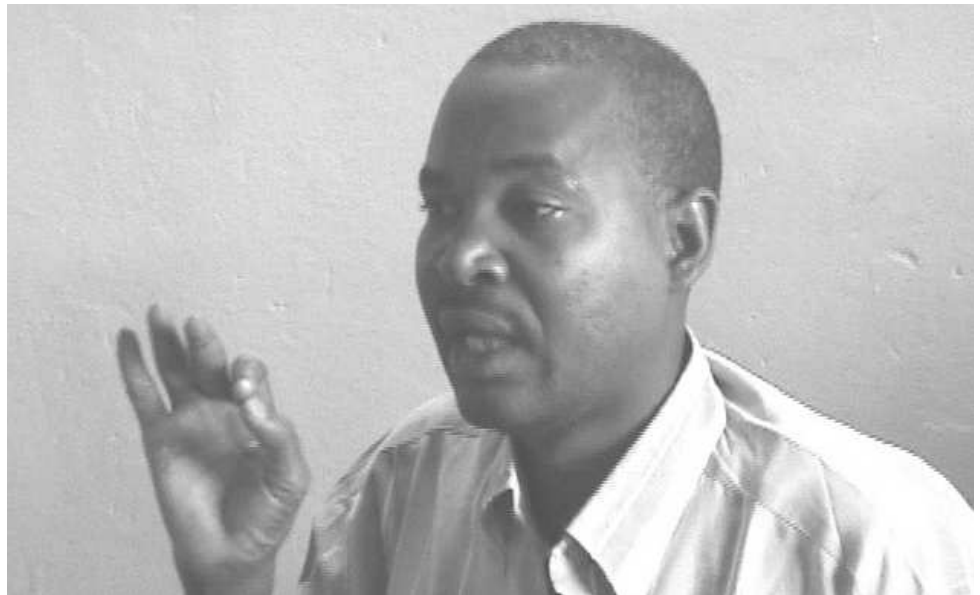
# "Les nigériens ne doivent pas renoncer à l'expression de leurs droits "

Prévu pour se tenir le vendredi 27 octobre 2006, interdite par les autorités de la 5<sup>ème</sup> République avant d'être autorisée et programmée le 3 novembre 2006, la 2<sup>ème</sup> édition du Forum social nigérien (FSN) débute finalement ce samedi, à Niamey. Mais dans un contexte difficile caractérisé notamment par des embûches de toute sorte.

Les préparatifs de la 2<sup>ème</sup> édition du Forum social nigérien vont bon train. Et au fur et à mesure, les obstacles aussi surgissent pour compromettre la tenue de la rencontre. Selon M. Tchangari, animant un point de presse le 2 novembre au siège du groupe Alternative, après l'interdiction suivie de l'acceptation formelle de ce Forum, il y a quelques jours, par le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, suite à la médiation du conseil économique et social (Cesoc), "notre soulagement, qu'a suscité cette autorisation fut de courte durée, car nous avons reçu ce matin même, un arrêté du maire de la Commune III, interdisant la manifestation d'ouverture du Forum ". Citant le décret, le Coordonnateur informe son auditoire de ce que le maire interdisait aussi à son tour la marche suivie de meeting et le concert prévus à l'ouverture du FSN, "pour non respect de l'article 5 de la loi n° 2004-45 du 8 juin 2004 ".

Le maire avait émis des réserves, lors d'un échange en début de semaine en ce qui concerne le concert prévu après le meeting. "Vous allez réunir des gens et certaines places seront salies et polluées ", avait justifié le maire. Mais les organisateurs avaient promis de tout mettre en œuvre pour nettoyer les places éventuellement polluées. "Mieux, nous sommes prêts à payer les services d'assainissement de la mairie pour faire le travail", avaient promis les organisateurs. Cette question réglée, le maire de la Commune III dit être encore confronté à un obstacle. "On refuse de me donner la police pour assurer la sécurité des manifestations", avait-il déclaré. Là aussi, les organisateurs ont essayé d'expliquer à l'élu que des dispositions ont été prises par le comité d'organisation " pour que tout se passe bien, dans le calme et de façon pacifique, car c'est aussi cela le sens de cette rencontre ; mieux le forum qui est prévu pour durer 4 jours ne peut admettre qu'un quelconque acte de sabotage, de vandalisme ou d'insécurité ternisse son image et annihile tous les efforts intellectuels, physiques et matériels consentis depuis des mois, et des garanties peuvent être fournies aux responsables locaux pour cela", a expliqué Tchangari. " Le maire a par la suite prétexté la prière de vendredi pour nous inviter à reporter notre manif au lendemain, donc au samedi ; nous avons argumenté en disant qu'étant donné que la prière finit à 14 heures et que notre activité débute à 16 heures, aucun problème ne peut se poser", a ajouté Tchangari.

Fort de tous ces arguments déployés, les organisateurs attendaient tout naturellement leur lettre d'autorisation des autorités communales. Mais leur surprise sera désagréable, car le décret qui leur est parvenu interdisait cette manifestation. "L'arrêté n'évoque même pas les raisons citées ci-



**M. Moussa Tchangari, Coordonnateur de la 2<sup>ème</sup> édition du FSN**

haut par le maire, au niveau du Comité d'organisation ; nous considérons que notre activité n'est pas interdite, car conforme à la loi, à la constitution, donc la manifestation aura lieu demain, d'ailleurs nous comptons attaquer cette décision d'interdiction devant la justice, d'autant plus que même sur les noms des organisateurs figurant sur ce nouveau décret d'interdiction, ils se sont trompés pour mettre les noms des organisateurs de la marche prévue pour le 27 octobre (qui a aussi été interdite), alors que nous avons changé les noms dans la nouvelle demande. Nous sommes convaincus que par rapport à tous cela, la justice nous donnera raison", a assuré Moussa Tchangari.

"Etant dans un Etat démocratique, nous ne renoncerons pas à nos droits, dont la liberté d'organisation et de manifestation en font parties ", a-t-il déclaré.

Selon lui " les manœuvres " visant à faire échouer ce forum continuent même au niveau des partenaires, les organismes auprès de qui nous avons déposé des requêtes sont victimes d'intimidation et de dissuasion".

Interpellant tous les nigériens, le coordonnateur a déclaré que " la tenue du FSN est un grand défi. Si nous échouons, nous aurons failli par rapport à la défense des principes démocratiques. Aux innombrables obstacles qui se dressent devant nous, nous devons opposer notre farouche volonté afin de faire respecter nos droits garantis par nos textes fondamentaux ".

M Tchangari a poursuivi son exposé en abordant la question de l'annulation même forum qui avait été décidée par le gouvernement. Pour lui, les raisons invoquées par les responsables de la 5<sup>ème</sup> République sont " tout simplement fallacieux ". Et pour cause, " en disant qu'ils sont élus sur la base d'un programme politique libéral et qu'il faudrait attendre la fin de leur mandat pour tenir ledit Forum, nos dirigeants refusent une alternative à la malgouvernance, à la mauvaise gestion et donc le débat démocratique ". Selon Moussa Tchangari, les autorités " ont paniqué face à la quantité et à la

qualité des participants à ce forum ". Pourtant, souligne-t-il, " nous leur avons répondu qu'il n'a jamais été question pour nous de faire venir à Niamey : 1.000 paysans et un nombre incalculable d'éleveurs. Non pas parce que nous n'avions pas les moyens de le faire, mais parce que nous estimons que cela n'est pas judicieux, contrairement à ce qu'a raconté le gouvernement ".

Les organisateurs auraient aussi expliqué aux autorités que les débats se tiendront bel et bien en langues nationales " pour permettre aux populations laborieuses de suivre ce qui se passe à ce forum organisé à leur intention ". Il a aussi été proposé aux autorités de participer au forum à travers les membres du Conseil économique et social (Cesoc). " Malgré toutes ces démarches ", constate Moussa Tchangari, " le gouvernement persiste à vouloir interdire cette rencontre ".

Pour Moussa Tchangari, " on ne peut pas interdire un forum parce qu'on présage que celui-ci va faire des propositions alternatives aux politiques qui sont mises en œuvre par le gouvernement ". Il explique : " Pour nous, un Etat social est possible et même nécessaire et indispensable dans un pays où les populations végètent dans la misère, le chômage et une extrême pauvreté ".

Au demeurant, ce n'est pas contraire à la Constitution de faire des propositions qui font en sorte que l'Etat soit plus social, de demander de créer des emplois pour les jeunes ; il n'est pas non plus anticonstitutionnel de demander la facilité d'accès des citoyennes et des citoyens aux services sociaux vitaux (santé, eau potable, éducation, ...).

" Nous avons effectivement l'intention de poser tous ces problèmes et de proposer des solutions. Ce n'est pas un délit, et il n'est pas anticonstitutionnel de le faire", a indiqué Moussa Tchangari. Le coordonnateur du FSN a conclu en lançant un appel à toute la société civile nigérienne pour une mobilisation conséquente pour la réussite du forum.

**Mahamadou Diallo**



# Un parcours parsemé d'embûches

L'organisation de la présente édition du forum social nigérien a connu un processus tumultueux. Tout d'abord, dès août 2003, le comité organisateur a, dans le souci de garantir le bon fonctionnement du FSN, adopté un texte pour servir de cadre de référence dans le processus de construction et de consolidation du forum.

C'est ainsi que le cadre organisationnel du FSN comprenant la nature du Forum, les attributions et les missions du conseil national et du comité organisateur a été défini.

Le forum social vise à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions alternatives, l'échange d'expériences en toute liberté, et l'articulation en vue d'actions efficaces par des organisations de la société civile nigérienne qui s'opposent aux politiques néo-libérales.

Quant au conseil national, il est l'instance d'orientation et de décision du FSN. Il est un cadre ouvert où peuvent siéger toutes les organisations de la société civile nigérienne adhérant à la charte de principes du FSN.

Le comité organisateur, a lui pour fonctions de :

- superviser, planifier et évaluer toutes les activités entrant dans le cadre de la préparation et l'organisation de FSN ;
- Préparer et faciliter les réunions du conseil nations ;
- Appuyer les organisations de la société civile à réaliser les activités dans le cadre du FSN ;
- Assurer la communication et les échanges entre les organisations de la société civile nigérienne impliquées dans le processus du FSN ;
- Soutenir les actions, initiatives et campagnes des organisations engagées dans la lutte contre les politiques néo-libérales ;
- Mobiliser les fonds sur les processus FSN.

Après cette étape est intervenue le 3 septembre 2006, la mise en place des différentes commissions de travail, des mécanismes de gestion de fonds et des modalités d'inscription des organisations et des observateurs.

Pour le premier point, plusieurs commissions ont été installées avec un cahier de charges bien défini. On peut citer les commissions enregistrement, transports, restauration, mobilisation, logistique, thématique, culture, santé, sécurité et communication.

Concernant la transparence de la gestion des ressources financières allouées à l'organisation du FSN, il a été décidé de l'ouverture d'un compte bancaire pour loger les fonds. Trois signatures (celle du coordonnateur, d'un responsable désigné de la commission finances, d'un autre membre du comité organisateur) seront requises pour sortir l'argent du compte.

Deux contrôleurs vont assurer le suivi de la gestion financière. Leur tâche consistera à suivre le contrôle des dépenses, des pièces et faire des investigations pour veiller à la transparence

des opérations.

Deux semaines plus tard, c'est-à-dire le 24 septembre 2006, le comité organisateur au cours d'une de ses réunions, a fait le point des travaux en commissions.

Mais avant d'entamer l'ordre du jour, des amendements mineurs ont été faits sur certains aspects comme les démarches parallèles du président de l'ONDPH qui nourrissait l'intention d'organiser un forum social sur la diaspora et le NEPAD. C'est la première entrave dans le processus d'organisation. Mais la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est la lettre du 20 octobre 2006 du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation à travers laquelle il notifiait au Comité organisateur que le gouvernement nigérien ne saurait accepter l'organisation sur le sol national de son procès, qui plus est par des personnes étrangères. Stupéfaction au sein du Comité organisateur qui n'a pas tardé à réagir, adressant à son tour une lettre d'éclaircissements au ministre Mounkaila Mody. Dans cette correspondance, le coordonnateur Moussa Tchangari a souligné leur indignation devant l'accusation grave portée contre les organisations initiatrices du FSN, car il s'inscrit dans un cadre légal, comme notifié aux responsables du ministère de l'aménagement du territoire et du développement communautaire.

Suite à cette démarche des organisateurs, le Conseil économique, social et culturel entreprend une médiation entre les deux parties. Un accord sera finalement trouvé assorti d'exigences. Celles ci portaient principalement sur l'implication du CESOC dans le forum social mais sans la reformulation des thèmes jugés très sensibles. Il s'agit des thèmes suivants :

- Luttés et résistances contre les politiques néo-libérales au Niger : retour sur le mouvement social et citoyen du 16 mars 2005
- Marchandisation des soins de santé : bilan critique de l'initiative de Bamako ;
- Crise du système éducatif au Niger : propositions alternatives au Programme décennal de développement de l'éducation (PDDE) ;
- Gouvernance locale et contrôle de l'action politique de l'action publique : défis et enjeux d'un ancrage de la décentralisation au Niger.

La date du 3 au 6 novembre 2006 fut finalement arrêtée par le Comité organisateur.

Autre embûche, à la veille de l'ouverture du forum, le maire de la Commune Niamey III, par un arrêté n°159 /CN.3, interdit la marche suivie de meeting et concert projetés pour le 3 novembre, invoquant comme motif le non respect de l'article 5 de la loi n°2004-45 du 8 juin 2004 régissant les manifestations sur la voie publique. Aussitôt une conférence est organisée par les organisateurs qui décident de maintenir toutes les 3 activités. Contre vents et marées le FSN 2006 se tient finalement en dépit des multiples coups bas.

Ibrahim Abdou

## Réduire les inégalités dans le monde

Pour un monde paisible et juste, il y a lieu de réguler la mondialisation et de développer la coopération internationale sur la base de l'égalité et des avantages réciproques. La mondialisation est une réalité que nous vivons. D'un côté, elle contribue au progrès de la science et de la technologie, facilite les transferts de capitaux à travers la planète. Il faut constater en même temps qu'avec la mondialisation, une grande partie du monde se voit marginalisée. Un monde où la majorité d'êtres humains n'a pas accès aux besoins fondamentaux ne saurait être un monde de paix ni de stabilité. Car comme dirait l'autre, "les conditions matérielles d'existence déterminent la conscience". Le prophète de l'islam avait déjà averti que : " La miséricorde de Dieu n'atteint pas la société qui condamne un seul de ses membres à vivre dans un cadre de privations matérielles." En d'autres termes, lutter efficacement pour la paix dans le monde passe par la lutte contre la pauvreté, les disparités et les différents fléaux qui secouent l'humanité. La pauvreté, dit-on, est le terreau du terrorisme. En cela, l'humanité n'a rien à perdre en optant pour une équitable redistribution des richesses. Au contraire, elle a tout à gagner en dignité quand le genre humain cesse de mourir de soif, de faim et de banales maladies. L'humanité a tout à gagner si elle accepte cette vérité : Le Créateur a doté la terre de ressources suffisantes pour les besoins de chacun et de tous. Ce n'est que pires ingratitude et injustice que le fait d'en priver une partie, et quelle partie ! Quelle régression humaine pour ceux qui "amassent les richesses et les comptent" alors que leurs proches, leurs semblables sont dans la nécessité ! Pour l'équilibre du marché international, les puissances mondiales préfèrent détruire leur excédent de vivres au lieu de pourvoir les démunis ! Pour le bien de l'humanité, toute solution qui favorise seulement une partie du genre humain au détriment de l'autre ne saurait être durable. Dans notre monde où "17 personnes meurent de faim chaque minute", il importe de savoir, comme l'a si bien dit quelqu'un, si nous sommes sur la voie du développement ou non ?

Eih. M. Souleymane



## Fermeture du restaurant universitaire de Niamey

# Retour en arrière sur une crise

Le mardi 31 octobre 2006, les agents du restaurant universitaire reçoivent de monsieur Djibril Abarchi, coordonnateur du comité provisoire de gestion du centre national des œuvres universitaires, l'ordre de ne point préparer à manger aux étudiants. La crise, déjà latente entre la structure estudiantine et ce coordonnateur, refait surface.

Ce problème de restaurant, faut-il le rappeler, n'est pas le seul point de discorde entre les deux protagonistes. Ce personnage avait déjà fait interdire aux étudiants l'accès à la cour du campus universitaire par des gendarmes. Ces étudiants, notons le, se reposaient sous les manguiers de ce campus en faisant du thé ou en prenant leur repas entre deux cours dans les facultés, en attendant la mise des chambres à leur disposition.

Cette décision était la moins attendue par ces étudiants, étant donné que ce coordonnateur est issu du syndicat des enseignants chercheurs (SNECS), un corps censé comprendre leur misère. La déception de ces étudiants est d'autant plus grande qu'ils ont favorisé l'élection de Djibril Abarchi à la tête de ce comité créé à la suite de leur mouvement du 1er juin contre l'idée du gouvernement de nommer un militaire pour gérer le CNOU. L'on comprend donc leur désarroi et leur indignation face à de telles mesures oppressives à leur encontre par ce même

coordonnateur.

Mais cette attitude n'est que le couronnement d'une série d'actes mal intentionnés, déjà relevés dans leurs négociations avec le gouvernement, et participant de l'endémisme des crises à l'université Abdou Moumouni de Niamey. Entre autres, on peut citer l'insuffisance notoire de places dans le campus. En effet, il n'y a que 1165 lits pour les 12 000 étudiants fréquentant l'université de Niamey.

Ces mêmes 12 000 étudiants se battent pour quelques bus vieillots qui tombent fréquemment en panne. Conséquences ? Des retards lors des cours et des examens dont les professeurs ne tiennent pas compte pour déclarer défaillants bon nombre d'étudiants. L'acuité de ce problème est encore plus perçue surtout quand on sait que dans ce nombre en apparence pléthorique, on ne note que 5% de boursiers, dont une forte partie est constituée de demi boursiers.

Autres points contenus dans la plate-forme revendicative des étudiants : c'est la réhabilitation de l'infirmerie du campus, car depuis la transformation du Centre hospitalier universitaire en un hôpital national, les soins reçus par les étudiants laissent à désirer. La structure estudiantine est obligée de renvoyer les étudiants malades dans leurs familles.

Il y a également la décision d'absorption des

années académiques qui se prolongent parfois jusqu'à 20 mois au lieu de 9 dans une année normale.

A tout cela s'ajoute le manque crucial de place dans les amphithéâtres. Les plus grands manquent de sonorisation et ont une capacité de 500 places chacun pour plus d'un millier d'étudiants. Cela fait que seuls les quelques 500 premiers suivent les cours à l'exclusion des autres.

Tout cela réuni donne inmanquablement lieu à des échecs naturellement. Et l'on comprend que la décision de Djibril Abarchi, motivée par une simple mauvaise humeur, d'après Diori, le secrétaire général de l'union des étudiants nigériens de l'université de Niamey, ait jeté de l'huile sur le feu dans les crises, devenues endémiques, de cette université.

Déjà renvoyés dans les mosquées après leur expulsion du campus puis de la cour de la faculté des sciences, les risquent de mourir de faim avec l'ordre de fermeture du restaurant universitaire donné le coordonnateur du centre national des œuvres universitaires, Djibril Abarchi. Du moins ceux qui, contre vents et marées, s'entêtent à poursuivre leurs études supérieures...

Idi Nouhou

## 2<sup>ème</sup> édition de la caravane des alternatives sociales

# Pour l'abolition de la dette

Du 7 au 14 novembre, la deuxième édition de la caravane pour les alternatives sociales conduite par le réseau national dette et développement (RNDD) sillonnera trois régions du Niger pour dire non à la dette et oui pour l'annulation cette dette odieuse qui étrangle les pays du sud. Une dette contractée sans que les populations en profitent.

De Dosso à Arlit, en passant par konni, Tahoua et Agadez les caravaniers vont informer et sensibiliser les populations sur le caractère honteux de ce lourd fardeau qui pèse sur les budgets sociaux et qui freine le développement de nos Etats.

### Pourquoi faut -il, dire non à la dette ?

L'Afrique subsaharienne consacre près de 40% de son budget au paiement de la dette, ce qui dépasse les budgets cumulés de l'éducation et de la santé. Et au moment où plus de huit millions d'enfants meurent chaque année, de maladies qu'on peut prévenir ou traitées, telles que la diarrhée, la rougeole, la pneumonie, le paludisme etc. ... ; le Tiers monde consacre son effort dans le remboursement de la dette.

Les pays africains doivent rembourser trois fois la somme qu'ils ont initialement emprun-

tée. Ceux qui ne peuvent s'acquitter leur dette se retrouvent dans l'obligation de se tourner vers le Fond Monétaire International (FMI), une institution financière internationale qui leurs offrent des prêts supplémentaires sous des conditions rigide comme le Programme d'Ajustement Structurel (PAS), un programme qui exigent des contraintes de la part des pays débiteurs : privatisation, dévaluation de la monnaie, coupures de dépenses dans la santé, de l'éducation et de l'emploi.

### Pourquoi faut -il, dire oui pour l'annulation totale de la dette ?

L'essentiel de la dette des pays du Tiers Monde a été remboursé plusieurs fois, de plus ces sont des vieilles dettes ré échelonnées ayant perdues toutes leurs valeurs avec le temps. Et les prêts internationaux sont négociés à huis clos entre les créditeurs puissants comme le FMI, la Banque Mondiale, les gouvernements des pays les plus riches et les banques privées et ces sont les pauvres populations qui n'ont pas eu leurs mots à dire dans la conclusion des accords qui vivent les affres de l'endettement. Ces prêts ont souvent servi à acheter des armes, des pots de vin ou à financer des projets destructifs de l'environnement.

En vingt ans la dette extérieure du Tiers Monde a été multipliée par quatre et les pays du sud remboursent sept fois plus pour leur dette que ce qu'ils reçoivent en aide publique au développement.

Alors que les Nations Unies évaluent à 80 milliards de dollars la somme nécessaire pour garantir à tous les êtres humains les services sociaux de base, c'est 300 milliards de dollars qui sont remboursés chaque année par le sud, ce qui constitue un fardeau financier pour le Tiers mais très paradoxalement une source de financement pour les pays du Nord..

### Des alternatives sociales existent

Pour sortir de cette spirale de l'endettement la mobilisation de tous les "Tiers Mondistes" autour de l'annulation de la dette est la seule alternative crédible pour la reconstruction d'une économie globale équitable.

Espérons que le message que la société civile nigérienne transmettra au cours de cette caravane soit entendu et compris par les nigériens dont les conditions de vie se dégradent du jour au lendemain sous l'effet des politiques néolibérales.

Souleymane Maâzou



1ère édition du FSN

# Un bilan plutôt satisfaisant

**Dans la droite ligne du Forum Social Mondial, les organisations de la société civile nigérienne ont tenu du 25 au 29 septembre 2003, à Niamey, la première édition du Forum Social Nigérien (FSN). L'activité a regroupé près de 500 participants issus de toutes les couches sociales, à savoir les syndicats des travailleurs, les Ongs, les associations de défense des droits de l'homme, les organisations féminines et étudiantes, les organisations des jeunes. Elle a permis aux organisations du mouvement social nigérien d'établir une plate-forme, un agenda de mobilisations populaires contre les effets pervers de la mondialisation néo-libérale mais aussi de lancer l' "Appel de Niamey".**

Le Forum avait regroupé 5 jours durant l'ensemble des forces sociales engagées dans la recherche d'une alternative à la mondialisation néo-libérale, aux politiques d'ajustement structurel imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. A travers une série de plénières et d'ateliers thématiques, ces organisations ont tout d'abord posé un diagnostic des politiques néo-libérales, notamment du point de vue de leurs conséquences néfastes sur les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'eau potable ; ensuite, elles ont formulé des alternatives novatrices aux politiques d'ajustement structurel, et exploré les voies et moyens permettant de constituer de larges coalitions nationales et régionales susceptibles de transformer les différentes formes de résistances populaires à ces politiques, en une riposte contre le néolibéralisme triomphant. Et enfin, elles ont fait le point de leurs combats antérieurs et identifié les obstacles et entraves à une articulation dynamique entre les mouvements sociaux et les organisations politiques engagées dans la recherche d'une alternative au néolibéralisme.

## Une participation active des acteurs sociaux

Venus de tous les coins du pays (Tillabery, Diffa, Agadez, Tahoua, Dosso, Maradi et Zinder), les délégués ont assisté à toutes les activités du Forum (travaux en plénière, ateliers thématiques, ateliers auto-gérés, conférences publiques). Ces activités ont été l'occasion pour les délégués d'une part de mieux connaître le NEPAD, ses objectifs, ses principes directeurs, ses domaines prioritaires ainsi que ses stratégies, et d'autre part de sensibiliser le public sur les enjeux et défis de la mondialisation néo-libérale pour les pays du Tiers-monde. Les discussions ont permis d'échanger sur les alternatives aux politiques néo-libérales, les perspectives du mouvement international opposé à ces politiques, ainsi que sur la nécessité de travailler à l'émergence d'un mouvement social et citoyen fort au Niger. En dépit des quelques lacunes constatées ça et là, il importe de souligner que des motifs de satisfaction n'ont pas manqué quant à l'impact du FSN. Car il est tout de même réjouissant de voir que les OSC ont fait preuve d'une capacité extraordinaire d'analyse des problèmes du développement au Niger. Les discussions au niveau des panels et ateliers ont fait ressortir que les participants souhaitent voir se développer entre les OSC des partenariats dynamiques, susceptibles d'aboutir à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes et projets conjoints au bénéfice des populations. A ce sujet, il faut rappeler que dès le début

des années 1990, la société civile s'est particulièrement bien illustrée pour son combat en faveur de la défense et de la promotion des droits de la personne humaine et le bien-être des populations nigériennes. Elle s'est singularisée, à maintes reprises, par ses prises de position contre les violations répétées des droits de l'homme par les autorités en place, et contre les politiques d'ajustement structurel imposées par les institutions de Bretton Woods. Les luttes menées par les organisations de défense des droits de l'homme, les syndicats des travailleurs, les organisations de femmes et d'étudiants, ont permis de préserver le cadre démocratique instauré par la Conférence nationale souveraine, en dépit des velléités de restauration autoritaire manifestées par certaines forces organisées. Au cours de ce forum, des débats intéressants ont été animés sur la tendance à la privatisation des services publics de l'éducation et de la santé, l'aggravation du problème de chômage des jeunes, la marginalisation politique et l'oppression des femmes dans notre société, l'ampleur que prend la corruption au sein de la sphère étatique, les dérives liées à la persistance de la culture de l'impunité et aux violations des droits civils et politiques et des droits sociaux, économiques et culturels. Sur chacun de ces sujets, des propositions pertinentes ont été faites, ainsi que des esquisses de politiques alternatives.

## Rendre justice aux femmes et aux jeunes

A l'évidence, l'originalité du Forum Social Nigérien a été surtout de donner une place de choix aux femmes et aux jeunes, qui ont eu le privilège et la lourde responsabilité de faire les premiers pas d'un processus qui doit conduire à des changements importants.

En initiant un Forum des femmes et un Forum des jeunes, le premier Forum Social Nigérien a voulu aussi montrer que l'avenir de l'Afrique est entre les mains des jeunes et des femmes qui constituent la majorité de la population du continent. Ce faisant, le FSN a essayé de rendre justice à cette majorité "écrasée, exclue et méprisée" ; en particulier à cette majorité invisible dans les statistiques du travail que sont les femmes, qui contribuent pourtant à la survie de l'ensemble de la population par leur ingéniosité et leur courage. En créant un espace ouvert de débats, d'échanges et d'articulation pour les femmes et les jeunes, le Forum Social Nigérien a essayé de leur offrir l'occasion de dire leurs mots, d'exprimer leurs préoccupations, de décliner leurs visions, et surtout de prendre leur place dans le processus du développement de notre pays. Les femmes et les jeunes n'ont pas discuté seulement entre eux, ils ont échangé avec toutes les composantes de la société civile, car le forum des femmes et celui des jeunes ont été conçus comme des activités à part entière du FSN. Les organisations initiatrices avaient délibérément choisi de lancer la marche vers le FSN par le forum des femmes et celui des jeunes ; elles ont estimé également, en connaissance de cause, que ces deux rencontres doivent être entièrement assumées, organisées et contrôlées par les concernés eux-mêmes. Dans tout le processus d'organisation, il convient de souligner que les femmes et les jeunes avaient eu la latitude de définir leurs priorités, de déterminer la méthodologie de leur travail et de fixer l'ordre du jour de leurs discussions. Le rôle des organisations initiatrices de ces rencontres s'était limité à chercher

les fonds et à faciliter le travail là où leur concours a été sollicité. Le résultat n'a pas été décevant : les femmes et les jeunes s'étaient montrés à la hauteur et ont fait des réflexions et des propositions pertinentes ; et il s'était avéré que le Forum Social Nigérien aurait encore beaucoup gagné s'il avait confié des responsabilités plus grandes aux femmes et jeunes dans l'animation des panels et ateliers.

## Le 1er FSN n'a pas été une foire de critiques

Certains n'avaient pas hésité à affirmer qu'une telle rencontre ne serait qu'un arbre à palabres ; d'autres se sont demandés à quoi serviraient les conclusions de la rencontre. Toutes ces inquiétudes ont trouvé aujourd'hui leur réponse : le Forum Social Nigérien n'a pas été une simple foire de critiques ; il avait permis aux organisations de la société civile nigérienne d'apprendre beaucoup sur le NEPAD, son thème principal, de comprendre les enjeux et les défis posés par la mondialisation, son second thème, d'esquisser des propositions alternatives aux politiques néo-libérales et de poser les jalons d'un contact solidaire et dynamique d'une multitude d'organisations travaillant souvent dans la solitude. De plus, il avait contribué à créer un nouvel état d'esprit au sein de la société civile dont les acteurs étaient conscients que l'efficacité de leurs interventions dépend largement de leur capacité à s'articuler et à travailler ensemble, et que leur crédibilité et leur légitimité sont intrinsèquement liées à leur capacité à défendre les intérêts des plus faibles et à formuler des alternatives véritables à toutes les politiques qu'elles n'ont de cesse de décrier.

Le Forum Social Nigérien s'était montré à la hauteur de l'espoir qu'il a suscité au sein de la société civile ; il avait su éviter les écueils que certains présageaient de bonne ou de mauvaise foi. Les résultats atteints étaient plausibles et concrets, et on peut affirmer que son impact sera encore plus grand si les personnes qui ont pris part à ses travaux font l'effort de restituer à leurs collègues les informations dont elles ont pu disposer.

## L'Appel de Niamey

A la fin des travaux du 1er FSN, un Appel en 7 points dit "Appel de Niamey" avait été lancé par les syndicats, Ongs, associations, organisations des jeunes, des femmes et des paysans. Dans cet Appel figuraient notamment : La dénonciation des coupes drastiques opérées sur les budgets des secteurs sociaux, notamment l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable et l'assainissement, comme une mesure contraire aux droits sociaux, économiques et culturels clairement proclamés à travers la Constitution nigérienne et les instruments juridiques internationaux ; la condamnation de la privatisation tout azimut des entreprises publiques déjà opérées et en cours, qui se soldent par des hausses des tarifs préjudiciables à l'accès des populations à des services sociaux essentiels et vitaux, des licenciements massifs de travailleurs et la fuite des capitaux ; le rejet des politiques sectorielles préconisées sous l'impulsion de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international dans les secteurs de l'éducation et de la santé, où le partage et le recouvrement des coûts contribuent à exclure l'immense majorité de la population nigé-

(suite page 8)



Cinéma :

# Des films engagés au programme

«Bamako» de Abderamane Sissako. Dès l'ouverture du procès, le vieux Bamba se précipite à la barre. Il veut parler. La parole lui pèse sur le cœur, dira t-il. Mais le président de la cour lui notifie que son tour n'est pas arrivé. Difficilement, le traducteur parvient à le convaincre. La scène se déroule dans une maison africaine. Le tour de Bamba n'interviendra que vers la fin du film. Mais il aura marqué de son empreinte le déroulement du procès. Brillamment, pendant cinq bonnes minutes le sexagénaire parviendra à tenir les jurés et tout l'auditoire en haleine. C'était dans un speech que volontairement le réalisateur Abderamane Sissako, se refusera de traduire. Le film dure 112 minutes que le spectateur ne voit pas passer.

Des questions d'actualité y sont évoquées. Pour tout dire, le procès autour duquel le film se passe oppose les institutions de Bretton woods à la Société civile malienne. Mais, n'est-ce pas que les pays du monde entier se trouvent sous le coup d'une mondialisation sauvage ? De facto, les maux du Mali sont ceux de tous les pays notamment pauvres.

Bamako, c'est le nom de ce film qui est sorti il y a juste une vingtaine de jours. A la faveur de la deuxième édition du Forum Social Nigérien (FSN), il est déjà à Niamey (qui n'est pourtant pas une capitale de films). Depuis sa première projection à Alternative, le public ne cesse de le réclamer.

En effet, Bamako fait partie d'une longue liste de "films engagés" que le comité organisateur de la 2ème édition du FSN se propose de projeter au cours de cet événement qui se veut aussi culturel. Un nombre important de films réalisés par des nigériens sont également inscrits à ce qu'il convient d'appeler le festival des films engagés du FSN. On peut citer entre autres : " Eau source de malheur " de Saidou Arji, "Rendez-vous manqué " du même réalisateur, " le chasseur du vent " de Mallam Saguirou, " La flûte de la réussite " de Adamou Djibo. Mais aussi "Main basse sur les espaces réservés " de Hassane Boukar, sorti en ce début novembre.

Ce dernier traite du trafic des espaces réservés dans la ville de Niamey. Un problème que les niameyens ont jusque là vécu dans leur chair, sans

broncher. Un constat grave se dégage après avoir écouté les victimes, les fonctionnaires des municipalités, les architectes, les urbanistes passés en revue par le réalisateur : dans un proche avenir, il y aura plus d'espaces à Niamey pour la construction des écoles, maternité, ni d'aires de jeux pour les enfants.

Les projections de films programmés dans le cadre de la deuxième édition du Forum Social Nigérien sont organisées sur trois catégories de sites. Ce sont les sièges de certaines associations membres du FSN dont Alternative et la Place Amadou Boubacar du campus de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, dans les quartiers à Madina 1 et Pays Bas et sur le site du Forum Social Nigérien au Palais des sports et alentours. Si les projections ont lieu pendant la journée sur le site du Forum (de 8 heures à 16 heures), elles se dérouleront les nuits sur les autres emplacements.

Arimi Abba

## 2ème édition du FSN

### La fête sera belle

A quelques heures de l'ouverture, toutes les commissions travaillent d'arrache pied pour une bonne réussite du forum social nigérien. La commission de mobilisation a "exécuté son planning à cent pour cent", nous a assurés le président Idi qui espère une mobilisation d'environ 10000 personnes, au vue de la sensibilisation remarquable faite par la commission dans les différents quartiers de Niamey et au sein des structures. Seule inquiétude, les différentes menaces d'interdiction faites par les autorités administratives.

A la commission transport et hébergement, 100 délégués sont présents sur 175 attendus. L'arrivée de la dernière vague est prévue pour cette journée de vendredi. Le président Ada indique que "les participants sont bien logés au stade Kountché et deux bus ont été prévus pour leur acheminement aux différents sites de la manif".

S'agissant de la commission culture, la confiance est de mise car toutes les dispositions ont été prises. Le président Achirou Wagé a confirmé que le décor, la sono, la sécurité, l'engagement avec les artistes, sont prêts pour le concert de ce soir. Des grands noms de la musique nigérienne tels que Denké-Denké, Fati Marko, Abdoulsalam, sans oublier les groupes de rap MTS Matassa, Djoro G, Tifa, Wass Wong, etc, seront sur le podium. Comme quoi, la fête sera belle de l'avis des organisateurs.

Ibrahim Abdou

## Communiqué du Secrétariat du Forum Social Nigérien

Le secrétariat du Forum Social Nigérien a l'honneur d'informer les participants au dit forum et tous ceux qui désirent y prendre part que des bus seront placés sur les différents axes de la capitale pour la desserte au palais des sports de Niamey, chaque jour à partir de 8 heures à compter du 03 novembre jusqu'au 6 novembre.

Les axes sont les suivants :

- Haro Banda
- Tallagué
- Pays Bas
- Lazaré
- Yantala
- Aeroport
- Goudel
- Route Filingué

Le Secrétariat du Forum vous remercie de votre bonne compréhension.

- Université de Niamey



Quotidien gratuit du Forum Social Nigérien  
Site : [www.forumsocialniger.org](http://www.forumsocialniger.org)

**Editeur :** FSN  
**Directeur de publication**  
Moussa Tchangari

**Coordination**  
H.B.Tcherno  
Tél : (227) 21 76 82 66  
BP: 10948 Niamey - Niger

**Comité de rédaction**  
H.B Tcherno,  
Idi Nouhou  
Albert Chaibou  
Tikire Ibrahim  
Ousseini Issa Djibo,  
Mahamadou Diallo  
Abba Kiari Arimi  
Elhadji Mahamadou Souleymane  
Zoul  
Composition : Alternative  
Impression : NIN  
1500 Exemplaires

**1<sup>ère</sup> édition du FSN**

# Un bilan plutôt satisfaisant (suite de la page 6)

rienne de l'accès à ces services. A propos de la dette extérieure, les organisations de la société civile nigérienne ont exprimé leur désapprobation totale face à la recherche démesurée de profit par ceux qui, au nom du remboursement de la dette, condamnent des millions de Nigériennes et Nigériens à la misère et à la désolation ; déclarée impayable la dette Publique extérieure de notre pays et demandent la mise en place d'une Convention des Nations Unies pour l'annulation pure et simple de la Dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE), et des autres pays du Tiers-monde dont le nôtre. Ils ont aussi réclamé que des mécanismes adéquats soient déployés pour la restitution des biens détournés et leur utilisation au profit de la population pour le renforcement des services sociaux et la réduction de la pauvreté au Niger ; exigé que la Société civile soit impliquée dans les futures négociations et/ou renégociations de la Dette et cela dans la transparence totale. Concernant le Nepad, le FSN I avait rejeté le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) tel que proposé par les Chefs d'Etat africains, comme contraire aux aspirations profondes des peuples afri-

cains à la justice, à l'égalité, à la paix, au bien-être social, dans un monde ouvert et solidaire. D'autant que ce programme ne prend pas en compte la revendication des organisations de la société civile africaine relative à l'annulation pure et simple de la dette odieuse contractée par des régimes souvent illégitimes, et les problèmes immenses qu'affrontent les femmes, les jeunes et les paysans, qui constituent l'écrasante majorité de la population africaine. Il a en outre refusé de croire que le mondialisation néolibérale est une opportunité pour l'Afrique et que son développement dépend de l'afflux massif des capitaux privés étrangers, de l'accroissement des exportations et de la libéralisation de son économie, convaincus que le développement de l'Afrique est avant tout l'affaire des Africains et que le continent recèle de ressources suffisantes pour envisager son développement sur la base d'un modèle autre que le modèle néo-libéral à l'origine du chaos et de la régression sociale actuels. Le FSN I a également réaffirmé son attachement à l'idéal d'une intégration politique et économique du continent africain, mais une intégration préservant son indépendance et assu-

rant le bien-être de ses populations.

Les participants au FSN ont par ailleurs dénoncé la complaisance de l'Etat face au danger sanitaire que représentent les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), exigé que des sanctions appropriées soient prises à l'encontre des auteurs des crimes de sang et des crimes économiques et sociaux ; réaffirmé leur détermination à combattre les pratiques de la corruption, les violations des droits de l'homme, pour une société juste et équitable ; exigé une réforme des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, OMC, etc) qui imposent aux pays des politiques néfastes et qui ne rendent aucun compte des conséquences de ces dernières. Et enfin, ils ont réaffirmé leur appartenance au gigantesque mouvement alter-mondialiste qui se développe au plan international contre le néolibéralisme, notamment le Forum Social Mondial et le Forum Social Africain.

**Mahamadou Diallo****Sources : Alternative N° 279  
du 12 au 27 janvier 2004****2<sup>ème</sup> édition du Forum Social Nigérien****Programme de la journée du 3 au 4 novembre à 12 heures**

Date	Activité	Thème	Lieu/Salle	Heure	Structure Responsable	Conférencier	Modérateur
<b>03/11/2006</b>							
<b>Matinée</b>	Enregistrement Participants	Retrait des badges et des kits des participants	Siège Groupe Alternative	9h-15h00	Secrétariat du FSN	Fatouma Oumarou Balkissa Hamidou Zeinabou	
	Plantation d'arbres	Bois de la 2 <sup>ème</sup> Édition du Forum Social Nigérien	École primaire Sarry Koubou	10h - 12h	SAFEN		
<b>Après-midi</b>	Marche de la solidarité suivie de la cérémonie d'ouverture de la 2 <sup>ème</sup> édition du Forum Social Nigérien	Un Autre Monde est Possible Une Autre Afrique est Possible Un Autre Niger est Possible	Place Toumo à la Place de la Concertation	16h - 18h	Comité organisateur		
<b>Soirée</b>	Concert public géant	Droits de la femme Droits de l'enfant Dette et Développement Liberté de la presse	Place de la concertation	18h à 23h	Comité organisateur	MTS Matassa GIVIS Princesse TIFA ONEENGS BLACK DAAPS WASS WONG DJOROJI	
<b>04/11/2006</b>	<b>1<sup>ère</sup> Conférence plénière</b>	Globalisation de la solidarité, des luttes et des résistances face au néolibéralisme	Hall Palais des Sports	8h - 11h	Comité organisateur	Claude Quémar	Abdramane Ousmane
	<b>2<sup>ème</sup> Conférence plénière</b>	Les nouveaux défis des luttes sociales et démocratiques au Niger	Hall Palais des Sports	11h - 14h	Comité organisateur	Abdou Djibo Souley Adj Abdramane O	Mamane Sani Alassane
	<b>Espace Enfants</b>	Contes et légendes du Niger	Stand No	9h - 12h	Alternative Espaces Citoyens	Idi Nouhou	

**Programme de projection des films**

Vendredi 3 novembre 2006

Siège Alternative

20h30 : Rendez-vous manqué de Saïdou Arji (Niger)

21h30 : Le chasseur du vent de Malam Saguirou (Niger)

Centre culturel franco nigérien de Niamey (CCFN)

19h45 : Animation

20h00 : Eaux source du malheur (26 mn) de Saïdou Argi (Niger)

20h30 : Le prix d'un plat (5 mn) de Malam Saguirou (Niger)

21h00 : Niger, derrière une crise (52 mn) de Oyibo (Italie)

Quartier Madina (terrain de litige)

20h30 : Eaux source du malheur (26 mn) de Saïdou Argi (Niger)

21h00 : Main basse sur les espaces réservés (52 mn) de Hassan Boukar (Niger)

Samedi 4 novembre 2006

Centre culturel franco nigérien de Niamey (CCFN)

19h45 : Animation

20h00 : Autopsie d'une crise alimentaire (52 mn) de Jean Luis Saporito (France)

21h00 : Rendez-vous manqué (52 mn) de Saïdou Arji (Niger)

Université Abdou Moumouni de Niamey (UAMN)

19h45 : Animation

20h00 : Un africain à Anney (52 mn) de Malam

Saguirou (Niger)

21h00 : The corporation (135 mn)(Canada/USA)

Site du forum (Palais des sports)

09h30 : Bamako (112 mn) de Abdhermane Sissako (Mali)

11h30 : Souffrir toute une vie de ADC (Niger)

11h45 : Le prix d'un plat de Malam Saguirou (Niger)

14h15 : The Corporation (Canada / USA)

Siège Alternative

20h30 : Autopsie d'une crise alimentaire de Jean Louis Saporito (France)

21h30 : Niger, derrière une crise de Oyibo (Italie - Niger)